



RESULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2015

102,6 milliards d'euros de dette sociale amortie depuis 1996

AU 30 SEPTEMBRE 2015 :

La CADES a levé 14,7 milliards d'euros d'emprunts à moyen et long terme, soit la quasi-totalité de son programme de financement pour 2015

- **RESULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2015**

A l'occasion de l'anniversaire des 70 ans de la Sécurité Sociale, le Président de la CADES rappelle que l'établissement qu'il préside est l'un des acteurs essentiels dans la maîtrise et la réduction de la dette sociale en s'appuyant sur des mécanismes de financement et d'amortissement efficaces et éprouvés.

Ainsi, depuis sa création en 1996, la CADES a amorti 102,6 milliards d'euros de dette sociale, contribuant ainsi pour plus de 5 points de PIB au désendettement de la France. En y ajoutant les intérêts économisés sur la dette amortie, la diminution de la dette publique atteint plus de 6 points de PIB.

Le Conseil d'administration de la CADES s'est réuni le 8 octobre sous la présidence de M. Patrice Ract Madoux et a arrêté les comptes du 1^{er} semestre de l'exercice 2015.

Les recettes s'établissent à 7,3 milliards d'euros ; le montant des intérêts est de 1,4 milliard d'euros.

Le résultat de 5,9 milliards d'euros, dont l'affectation est mécaniquement dédiée à l'amortissement de la dette permet à la CADES de poursuivre la mission que lui a confiée le Parlement français.

Au 30 juin 2015, sur les 236,9 milliards de dette sociale repris depuis 1996, 102,6 milliards d'euros ont déjà été amortis. Il reste 134,3 milliards d'euros de dette à amortir.

- **ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2015**

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la CADES a levé 14,7 milliards d'euros de dettes à moyen et long terme sur les marchés des capitaux internationaux, représentant la quasi-totalité du programme de financement défini pour 2015.

Ces émissions démontrent ainsi le fort intérêt des investisseurs internationaux, notamment asiatiques, pour la grande qualité des emprunts qu'elle émet et traduisent leur confiance dans la signature publique française.

Le taux de refinancement sur le portefeuille de dette de la CADES s'établissait au 30 septembre à 2,12%.

Les montants levés durant cette période, en France et à l'international, se décomposent de la manière suivante :

**Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux États-Unis ou distribuer,
directement ou indirectement, à des ressortissants des États-Unis**

- 3 milliards d'euros soit un emprunt de référence d'un montant de 3 milliards d'euros de maturité de 8 ans ;
- 10,3 milliards d'euros d'emprunts libellés en dollars (11,5 milliards de dollars), soit trois emprunts de 3,5, 5 et 3 milliards de dollars de maturité respective de 7, 3 et 5 ans ;
- 1,4 milliard d'euros d'emprunts libellés en devises diverses (GBP, AUD), dont un emprunt en renminbi de 424 millions d'euros (3 milliards de renminbi).

A ce jour, 68 % des montants levés dans le cadre du programme de financement 2015 l'ont été en dollars américains.

A court terme, la qualité de la signature de la CADES lui permet d'emprunter dans des conditions toujours aussi favorables de financement. Au 30 septembre 2015, les encours à court terme sont les suivants :

- 4,6 milliards d'euros de papiers commerciaux libellés en euros ;
- 1,2 milliard d'euros de papiers commerciaux libellés en dollars ;
- 0,1 milliard d'euros de billet de trésorerie.

Toutes les informations concernant la CADES et ses émissions sont disponibles sur www.cades.fr .

**CADES
REMBOURSER LA DETTE – ASSURER LE FUTUR**



Patrice Ract Madoux
Président du Conseil d'Administration
01 55 78 58 03
patrice.ract-madoux@cades.fr

Relations presse
Charlène Masson
01 56 88 11 28
cmasson@actifin.fr

Relations investisseurs
Alexandre Commerot
01 56 88 11 11
acommerot@actifin.fr

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Colombie). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.